

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 114

9 MAI 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

1,50F

au 2ème tour:

ni giscard
ni mitterrand

PORTUGAL:

reportage exclusif de notre
envoyé spécial Tobias ENGEL

ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE

à Lyon, 1er mai révolutionnaire avec le PCR(ml)



Travailleurs,
Chômage, hausse des prix, accélération des cadences ; chaque jour, la bourgeoisie tente de vous faire payer durement le prix de la crise du capitalisme.
Aujourd'hui, dans le vacarme électoral, avec sa télévision, sa radio, sa presse, elle veut vous faire croire que vous avez les moyens de changer la situation, de choisir même comment faire face à la crise. Comment ? En votant pour Giscard ou pour Mitterrand . Au choix !

NI GISCARD...

Travailleurs,
Vous n'avez aucune, vraiment aucune raison d'espérer quoique ce soit de Giscard.

► Giscard président, avec l'appui de Lecanuet, fidèle serviteur du dollar, c'est un pas de plus vers la pénétration des trusts US en France, davantage de soumission aux ordres du gendarme mondial américain. Et ce sont les travailleurs qui en feront les frais, en France, de ces marchandages entre requins des deux bords d'Atlantique.

Il a beau promettre donner la priorité absolue au «plein emploi». C'est lui qui, pour stabiliser le franc de 63 à 66, a fait doubler le nombre des chômeurs ! Et ses experts prévoient, pour 1975, 1,2 Millions de chômeurs en France ! Il a beau promettre de lutter contre la hausse des prix, de revaloriser les salaires et c'est lui qui, de plan Giscard en plan Giscard, a organisé, des années durant la vie chère, le blocage ouvert ou déguisé des salaires, le racket de l'impôt direct et de la TVA.

Il a beau promettre d'«humaniser» les conditions de travail. C'est avec sa haute approbation que la «productivité», -- c'est à dire les cadences, l'abrutissement du travail -- a augmenté officiellement de 5% par an.

«Giscard à la barre», voilà ce que ça signifie.

► Et pire encore. Il n'y a qu'à voir tous les clans réactionnaires qui se rassemblent autour de Giscard. Chaban éliminé, c'est la plus grande partie des politiciens véreux de l'UDR qui se raccrochent déjà à lui. Et ils font bon ménage avec des nostalgiques de Vichy, des débris de l'OAS comme Soustelle, Bidault. Avec les fascistes bien connus d'«Ordre Nouveau -- Faire Front», embauchés pendant la campagne, voilà comment se dessine la «nouvelle majorité» du «libéral» Giscard.

Tous ces réactionnaires avoués font confiance à Giscard pour mener, face à la crise qui s'aggrave une politique intransigeante, face aux revendications et aux luttes de la classe ouvrière et des masses populaires. Pour battre le rappel de toutes les voix réactionnaires, Giscard va mener, pour le second tour, une campagne violemment anti-communiste. D'une part, deux coups : d'une part, il entretiendra l'illusion que Mitterrand et Marchais sont des ennemis dangereux de la bourgeoisie. D'autre part, il appellera toutes les forces réactionnaires à faire bloc autour de lui contre la classe ouvrière, contre les aspirations révolutionnaires des masses.

NI MITTERRAND...

► Face à Giscard, candidat réactionnaire avoué de la bourgeoisie, beaucoup de travailleurs se disent : «Il faut faire passer Mitterrand, ça leur barrera la route : ça ne peut pas être plus mal».

Certes, Mitterrand fait des promesses plus précises aux travailleurs, du moins pour les six premiers mois de sa présidence :

- Le SMIC à 1.200 f pour 40 H.
- Baisse de la TVA sur certains produits courants.
- Blocage temporaire des prix, ne serait-ce que 3 mois.
- Minimum vieillesse porté à 21,36 f par jour.
- Retraite à 60 ans pour les travaux les plus pénibles.
- 2/3 du SMIC pour les jeunes cherchant un emploi.

Est-ce négligeable ? Non, bien sûr.

Mais comment se fait-il que les experts économiques de la bourgeoisie trouvent ce plan social si «cohérent», et si «vertueux» ?

C'est que Mitterrand a son plan pour faire payer cher, très cher même aux travailleurs ces quelques améliorations momentanées.

Les mesures sociales ? Elles seront payées, pour l'essentiel, dit Mitterrand par les «excédents fiscaux», c'est-à-dire par la TVA gonflée par la hausse des prix. Donc la hausse des prix, -- vol sur les salaires -- se poursuivra et aura vite fait de réduire à presque rien l'augmentation du SMIC.

Quant à l'augmentation du SMIC, elle sera supportée par les entreprises. Comment s'y prendront les patrons ? Mitterrand leur indique clairement les moyens : «le goût du travail rendu aux travailleurs peut nous faire dépasser les prévisions». Mitterrand compte faire accepter une brutale accélération des cadences, au nom de «la gauche».

D'autre part, pour tous les salaires supérieurs au SMIC, il mise sur «une grande négociation avec les syndicats» en vue «d'une harmonisation nouvelles des revenus dans le cadre de la croissance actuelle. Un gouvernement de gauche peut l'obtenir, car seul, il peut la rendre crédible à ses partenaires syndicaux». Sur la base d'une «échelle mobile», -- toujours truquée -- il s'appuierait sur les directions syndicales pour imposer, au nom du «sens des responsabilités», un blocage déguisé des salaires. Ségué, pour la CGT, s'est déjà engagé, par avance, à «tenir compte des réalités économiques».

Enfin, la baisse temporaire de la TVA serait compensée par une partie de l'emprunt à lancer de 10 Milliards ; mais qui paiera ensuite le remboursement de l'emprunt -- et de ses intérêts --, sinon les travailleurs par des impôts encore plus lourds ?

Voilà le plan de 6 mois de Mitterrand ! Quant à la 2ème étape de 18 mois, ses promesses sont déjà beaucoup plus vagues et surtout suspendues à toute une série de conditions :

- la semaine de 40 H, la retraite à 60 ans, la 5ème semaine de congés payés ? Oui, mais... «sans préjuger d'un calendrier précis»...

Car «il faut d'abord retrouver la santé monétaire et ce sera la priorité absolue des premiers mois». En prétendant lui aussi stabiliser le franc, Giscard, en son temps, de 63 à 66 avait doublé le nombre de chômeurs. Pour Mitterrand, les travailleurs doivent d'abord se serrer la ceinture «pour pour redresser le franc» : après, et après seulement, on verra pour le reste....

Quant aux «nationalisations», cheval de bataille du P«C»F en février 1973, les travailleurs sont prévenus : 1) elles n'ont rien de socialistes. Marchais l'a dit. 30 ans après, les mineurs des Houillères et les ouvriers de Renault, aussi exploités que les autres peuvent apprécier les résultats de ce genre de nationalisations. 2) elles ne se feront pas avant deux ans minium. 3) Les travailleurs auront à verser 2 milliards par an aux capitalistes «nationalisés» pour les dédommager «équitablement»,... du Capital qu'ils ont accumulé par des années d'exploitations !

► Certains travailleurs sentent bien que Mitterrand est un politicien bourgeois, que le programme commun n'a rien à voir avec le socialisme avec leur libération. Mais ils se disent -- et des gens comme les trotskistes le leur rabâchent --, que Mitterrand, une fois président, ils pourraient déclencher plus facilement de grandes luttes qui «déborderaient» ce gouvernement au point de le remplacer par le pouvoir des travailleurs.

Ne nous berçons pas d'illusions : chaque fois que la bourgeoisie a mis en place un gouvernement «de gauche» en 1944 ou en 1956, elle s'est servie des faux-communistes et des socialistes à la Mitterrand de leur capacité à tromper les masses pour faire accepter aux travailleurs de lourds sacrifices : en 44 : «la bataille pour la production», c'est à dire pour le redressement de l'économie capitaliste ; en 56, l'envoi massif du contingent en Algérie. Une fois leur basse besogne accomplie, elle a replacé dans «l'opposition» ses politiciens de «gauche».

Pensez-vous qu'il en serait autrement aujourd'hui ? Faut-il répandre l'illusion que l'organisation et la mobilisation révolutionnaire des masses, dès maintenant, permettront de démasquer la fausse gauche au pouvoir et d'engager la lutte pour abattre l'Etat bourgeois ?

Cela revient, sous des allures révolutionnaires, à renforcer les faux espoirs entretenus par la gauche.

Alors qu'aujourd'hui, il s'agit de développer une force communiste, de bâtir le Parti, d'arracher précisément les masses à l'emprise encore dominante des illusions entretenues par la «gauche».

Travailleurs, vous ne voterez pas pour Mitterrand, le candidat commun des marchands d'illusions.

UNE SEULE SOLUTION LA REVOLUTION

Ni Giscard, ni Mitterrand : ces messieurs cherchent à ramasser vos bulletins pour se hisser à la tête de l'Etat bourgeois et, chacun à leur manière, faire retomber sur les travailleurs tout le poids de la crise. Le 19 mai, refusez d'entrer dans cette mascarade : Abstention Révolutionnaire !

Assoiffée de profits, la bourgeoisie cherche toujours à produire plus et en même temps, elle tend à diminuer sans cesse le salaire réel des travailleurs. Elle en arrive ainsi au point de ne pas pouvoir écouler ses marchandises. Alors elle licencie d'une part et d'autre part intensifie le travail dans des usines «modernisées» afin de produire à plus bas prix et se tailler malgré tout, une place sur le marché.

Un autre moyen pour la bourgeoisie d'accroître ses profits, c'est de piller les richesses des pays dominés. Mais voilà qu'à présent, ils mènent une lutte sans précédent contre ce racket et exigent un plus juste prix de leur pétrole et des autres matières premières.

Voilà les véritables causes de la crise. Elles ne peuvent disparaître qu'avec le système d'exploitation capitaliste lui-même.

Mais de cela, ni Giscard, ni Mitterrand ne veulent entendre parler : ils cherchent au contraire des moyens pour maintenir l'exploitation capitaliste en organisant le chômage, la vie chère, l'intensification du travail, le pillage des peuples du monde.

Dès maintenant, refusons de faire les frais de la crise : battons nous pour nos revendications, pour l'augmentation des salaires, contre les cadences, contre tout licenciement. Et pour cela, éliminons de nos syndicats d'influence des réformistes à la Ségué ou Maire, faisons triompher, dans les luttes, le Syndicalisme Révolutionnaire.

Dès maintenant, renforçons l'unité de la classe ouvrière autour des ouvriers les plus exploités. Renforçons l'unité des ouvriers français et de leurs frères de classe immigrés contre leur ennemi commun. Luttons pour l'abrogation de la Circulaire Fontanet !

Dès maintenant, bâtissons la solidarité de combat des ouvriers de France et des peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine qui luttent contre le même ennemi, l'impérialisme mondial, et en particulier, la bourgeoisie impérialiste française.

Travailleurs,

C'est par ces luttes que nous pouvons résister aux offensives de la bourgeoisie.

C'est dans ces luttes que se constitue une force véritablement révolutionnaire.

C'est dans ces luttes que se forge ton Parti, le Parti Communiste Révolutionnaire.

Il n'y a qu'une seule solution, une seule voie claire pour tous les exploités. Pour renverser l'Etat des exploités, pour instaurer le socialisme, le pouvoir des ouvriers et des paysans, travailleur, viens renforcer les rangs de ton Parti, rejoins le Parti Communiste Révolutionnaire (m-l).

APPEL DU PCR ml A L'ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE

Travailleurs,
Le 2ème tour met aux prises de vieux routiers de la politique bourgeoise, le candidat de la «droite» Giscard d'Estaing, ouvertement soutenu par la bourgeoisie, et le candidat unique de la «gauche» Mitterrand. Le P.C.R. (m-l) vous appelle à refuser vos suffrages à l'un et à l'autre et vous appelle à l'abstention révolutionnaire.

Ne votez pas pour Giscard d'Estaing, lui qui soutient le gouvernement depuis plus de 16 ans, lui qui, au ministère des finances pendant près de 12 ans, s'est illustré par de nombreuses mesures anti-ouvrières. Comment pourrait-on lui faire confiance alors que le flot de promesses démagogiques qu'il déverse est démenti par tous les actes des gouvernements auxquels il a participé? Giscard affirme faire du plein-emploi un objectif prioritaire, mais personne n'a oublié son plan de stabilisation de 63 qui, loin de stopper les prix, a doublé le nombre de chômeurs; et les travailleurs de LIP, de RATEAU, de SALAMANDER, de CARAVELAIR, n'ont pas oublié les dernières luttes qu'ils ont dû mener contre le gouvernement pour s'opposer aux licenciements. Giscard affirme rétablir la justice fiscale, mais avec les barèmes d'impôt actuels et le rythme de l'inflation, de très nombreux ménages populaires, parmi les moins payés, rentrent chaque année dans les tranches imposables. Non, Giscard d'Estaing n'est pas votre candidat,

c'est le candidat du treizième mois dans les usines, c'est le candidat de la vie chère et de l'impôt, c'est le candidat soutenu par l'O.A.S. Ordre Nouveau, et toute l'extrême droite, c'est le candidat avoué de la bourgeoisie impérialiste, de ceux qui entendent accélérer la construction d'une Europe dans le sillage des USA. Ne votez pas pour lui.

Ne votez pas non plus pour Mitterrand, candidat unique de la «gauche». Certes, il a aligné des promesses qui, sans se confondre avec les véritables revendications avancées dans les luttes, apparaissent comme une amélioration plus importante que ce qu'on apporté les gouvernements précédents. Mais aucune échéance précise n'est fixée pour la satisfaction de ces revendications; toutes, elles sont liées au rétablissement préalable du franc, c'est à dire à l'amélioration des exportations françaises par l'intensification du travail. Tous les moyens de financement des revendications ouvrières, imaginés par Mitterrand reviennent à faire payer les ouvriers eux-mêmes: l'intérêt de l'emprunt de 10 milliards sera payé grâce à l'impôt racketté sur les travailleurs; les «plus-values fiscales» seront les rentrées supplémentaires de TVA occasionnées par la hausse permanente des prix, rentrées, elles aussi, payées par les ménages populaires. Vous tromper par quelques concessions et vous les faire payer en

Le P.C.R. (m-l) appelle à faire signer cet appel massivement.

«camarades reproduisez cet appel et faites le signer dans vos usines, dans vos lieux d'habitation, sur vos points habituels d'intervention.

«que chaque cercle Front Rouge, ou lecteur isolé entreprenne ce travail de collecte de signatures pour cet appel auprès des travailleurs que vous connaissez, lors de porte à porte... Nous enverrons sur demande le texte reproduit sur des feuilles à faire circuler.

Au travail! faisons largement connaître la position du P.C.R. (m-l) pour l'abstention révolutionnaire! Regroupons autour de nous les travailleurs qui rejettent le cirque électoral!

retour par une exploitation accrue, voilà le plan avoué de Mitterrand qui déclare cyniquement: «Le goût du travail rendu aux travailleurs peut nous faire dépasser les prévisions». Derrière son masque de gauche, se cache ainsi un candidat à la gestion des affaires du Capital.

Travailleurs, refusez de voter pour lui.

Face à la crise et aux graves difficultés qu'elle crée dans les masses, ne faites aucune confiance à ces 2 candidats pour améliorer votre sort. Chacun à sa manière se prépare à gérer cette crise pour le compte de la bourgeoisie, pour la faire payer aux travailleurs.

Travailleurs, refusez de participer à cette farce électorale! Ce n'est pas par des élections que vous pourrez améliorer de manière durable et satisfaisante votre sort. Suivez notre mot d'ordre d'abstention révolutionnaire. Engagez, dans vos usines, les luttes pour faire satisfaire vos revendications, pour faire payer la crise à la bourgeoisie. Engagez-vous, avec notre Parti, dans l'action révolutionnaire, rejetez l'influence de la «gauche» et ses mystifications électoralistes, venez avec nous gagner à la perspective de la révolution prolétarienne et de l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans, les masses de notre peuple.

En signant cet appel, soutenez la campagne du PCR (m-l) pour l'abstention révolutionnaire.

témoignage de de deux immigrés sur la campagne présidentielle

Les candidats aux élections ont tous fait le silence sur l'exploitation des travailleurs immigrés. Aucun n'a apporté une réponse aux questions posées par Djellali Kamal, candidat immigré que la bourgeoisie refuse: abrogation de la circulaire Fontanet, égalité des droits entre travailleurs français et immigrés, dissolution de l'ONI et du BUMIDOM. Deux travailleurs immigrés Ryad, tunisien, et Amada, de la Côte d'Ivoire, membres du PCR nous donnent leur point de vue sur les élections.

Front Rouge: La bourgeoisie refuse tout droit politique aux travailleurs immigrés et dit que la politique ne les concerne pas. Qu'en pensez-vous?

Ryad: La bourgeoisie pille nos richesses, organise le chômage chez nous, elle nous fait venir pour nous exploiter et nous refuse le droit de voter, le droit d'être délégué syndical. Les travailleurs immigrés sont exploités par les mêmes patrons, participent au développement de l'économie du même impérialisme. Pourquoi le travailleur français aurait-il le droit de faire de la politique et pas nous? C'est une mesure de division de la classe ouvrière...

Amada: En tant que travailleur immigré, je dois participer à la lutte pour l'unité des travailleurs français et immigrés, contre la bourgeoisie qui nous a divisés, contre les partis dits de gauche qui ont abusé les travailleurs français en leur cachant la vérité du colonialisme. Ensemble, nous abattrons l'impérialisme.

F.R.: Et ce ne sont pas les programmes des différents candidats qui vont changer cette situation?

Amada: Giscard et Chaban, c'est la «droite», ce sont eux qui organisent la déportation des travailleurs immigrés en France, qui ont élaboré toutes les lois contre nous, et la dernière, la circulaire Fontanet (de ce même Fontanet qui soutient aujourd'hui Chaban) pour contrôler l'immigration et faire croire que c'est la présence des travailleurs immigrés qui est la cause du chômage, de la vie chère et de toute la crise de la société capitaliste. Ils ne changeront rien, au contraire, en période de crise, ils ne feront que renforcer toutes les lois répressives contre les travailleurs immigrés.

Mitterrand, on connaît son passé, l'Indochine, les massacres contre le peuple algérien et les peuples d'Afrique. Par la loi-cadre, dans les années 1955, le «socialiste» Defferre avait tenté de calmer les mouvements pour l'indépendance en Afrique; nous faire croire à la suppression des lois coloniales pour mieux maintenir le peuple africain sous la domination française. C'est cette loi que de Gaulle a reprise et complétée après l'échec de l'impérialisme français en Algérie. L'indépendance des colonies africaines a été formelle, la paupérisation a été accentuée: par exemple l'impérialisme nous a imposé des prix de plus en plus bas à l'achat de nos marchandises: le kilo de café qui valait 200 F CFA en 1955-56, ne vaut plus maintenant que 110 F CFA.

Ryad: Mitterrand et le Programme commun ne dénoncent en aucun cas l'impérialisme français et sa domination en Afrique du Nord. Ils veulent maintenir le néocolonialisme. Ils demandent l'abrogation de la Circulaire Fontanet mais ils proposent un statut de l'immigration qui non seulement fera le travailleur au patron comme la Circulaire Fontanet mais ira même plus loin. Les révisionnistes, comme la droite veulent fixer le nombre d'immigrés dont la bourgeoisie a besoin pour faire tourner la machine capitaliste. Ils vont généraliser le contrôle de l'immigration à partir du pays d'origine, et renforcer l'Office National de l'Immigration.

Amada: Cela permettra une liaison plus étroite entre la police de l'impérialisme français et la police

fantôme. Le travailleur sera fiché au départ. S'il fait une grève en France, il sera encore plus facile de l'expulser et de le mettre en cabane directement.

F.R.: Quelles sont les réactions des travailleurs immigrés dans les usines?

Amada: Certains ont peur d'être chassés si la droite passe. Ils pensent alors qu'il faut encourager Mitterrand: «il dit qu'il est pour les travailleurs, s'il est contre eux, on verra bien». J'explique aux camarades notre position: nous n'avons pas à faire ce genre d'expérience et je montre ce qu'elle a coûté au peuple chilien. D'autres croient qu'avec Mitterrand, l'émigration pourrait s'arrêter, et qu'on resterait chez nous. Là aussi, nous discutons et nous tombons d'accord pour dire que l'émigration est une conséquence de l'impérialisme. Et comme le Programme Commun ne remet pas en cause l'impérialisme, le gouvernement d'Union de la Gauche continuera à piller nos richesses et à obliger les travailleurs immigrés à venir en France. Pour arrêter l'immigration, il faudra, comme le font les patriotes vietnamiens, prendre le fusil pour en finir avec l'impérialisme et son cortège de misères.

Ryad: Dans mon usine, certains travailleurs voient bien que le Programme Commun ne changera rien. Ils ont vu Mitterrand à l'œuvre en Algérie, ils voient tous les jours les révisionnistes dans la CGT et au P.C.F.: ceux-ci approuvent le patron quand il refuse à un OS qui travaille depuis 6 ou 7 ans de passer à une qualification supérieure sous prétexte qu'un OS immigré est illettré. Ils refusent une assemblée générale dans la boîte pour discuter de nos problèmes, alors comment demain donneront-ils la parole aux travailleurs immigrés et français?

F.R.: Qu'attendez-vous du PCR, quel est son rôle par rapport aux travailleurs immigrés, quel est votre rôle spécifique en tant que travailleur immigré?

Amada: Chez les communistes de Front Rouge, dans le P.C.R., chaque travailleur immigré a sa place. Pas de racisme, à la différence du P.C.F. où on est tout juste bon à payer sa carte et donner des sous.

Le PCR, c'est le seul parti qui travaille pour l'unité de la classe ouvrière, travailleurs français et immigrés. Si les travailleurs immigrés ont des problèmes qui leur sont propres, car ils sont encore plus exploités que les travailleurs français, la seule solution pour mener leur lutte, c'est de s'unir aux travailleurs français.

La progression des CACF sur les usines le prouve. Cela permet aux travailleurs immigrés de renforcer leur alliance avec les ouvriers français et s'armer contre leur véritable ennemi, l'impérialisme français.

Ryad: Notre Parti nous aide aussi à combattre un point de vue chauvin: rester 10, 15 ans inactif en France et dire: je ferai la révolution quand je rentrerai. Le travailleur immigré est en France, il doit participer à la lutte de classe sans abandonner ce qui se passe chez lui et dans le monde entier. Quand il rentrera, il continuera le même combat.

Amada: Le PCR nous donne tous les moyens pour nous préparer à mener la Révolution dans notre pays.

2ème tour: la chasse aux voix de Chaban-Delmas

Le résultat du premier tour est sans surprise. Mitterrand et Giscard sont les deux candidats qui s'affronteront au deuxième tour. Chaban-Delmas, candidat officiel de l'U.D.R., et seul candidat se réclamant du gaullisme est battu très nettement confirmant ainsi le poids profondément pris au sein de la bourgeoisie par ceux qui sont plutôt favorables à un rapprochement avec l'impérialisme U.S. et à la construction européenne dans le sillage des U.S.A. La liquidation de la candidature de Chaban-Delmas, correspond ainsi à une nouvelle étape de la liquidation de l'U.D.R. et du gaullisme périmé. Ainsi l'U.D.R. devient comme le furent les partis du centre, l'enjeu des rivalités entre le candidat de «gauche» et le candidat de «droite». Deux voies s'ouvrent à l'U.D.R.: celle déjà préparée par le groupe des 43 avec à sa tête Chirac, Lecat et quelques autres, qui consiste à monnayer leur ralliement à Giscard, en passant avec lui des compromis sur les orientations en politique étrangère; cette initiative des 43 qui anticipait déjà la défaite de Chaban a contribué à l'accélérer. L'autre voie, qui n'a pas encore de

porte-parole officiel mais qui existe à l'U.D.R. comme le montre les réunions houleuses de l'U.D.R. après la défaite de Chaban et certaines déclarations anti-giscardiennes, c'est celle qui refuse de soutenir Giscard, favorisant ainsi objectivement une victoire de Mitterrand: cette voie compte surtout sur l'avenir, sur le passage éphémère de la «gauche» au pouvoir, pour préparer la relève dans l'opposition en restructurant autour de l'U.D.R. une alliance des partis ouvertement bourgeois.

Le partage qui se fera dans l'U.D.R. dépendra avant tout de l'ampleur des compromis que Giscard passera avec eux, et de l'appréciation portée par la bourgeoisie sur la candidature Mitterrand. Oui ou non l'ampleur de la crise, son développement nécessitent-ils la venue de la «gauche» au gouvernement pour faire face au mécontentement et aux luttes des travailleurs.

La campagne se dessine ainsi: du côté de Giscard, une violente campagne anti-communiste visant à présenter le P.C.F. comme un parti révolutionnaire et appelant la partie la

plus conservatrice de l'électorat à se détourner du candidat «socialiste» otage du P.C.F. Du côté de Mitterrand tout en développant ses habituels thèmes démagogiques, la gauche s'efforcera de rallier en multipliant les garanties à la droite la partie la plus importante des voix de Chaban.

Le P.C.F. n'est pas le dernier dans cette tentative: on a ainsi pu entendre Marchais à la télé dès dimanche soir s'exclamer: «Il n'y a pas un gouffre entre les gaullistes et la gauche. Il y en a un entre les gaullistes et les giscardiens. Les gaullistes veulent le progrès social, nous aussi. Ils veulent l'indépendance nationale nous aussi!»

Voilà un plaidoyer éloquent en faveur de ceux qui conduisent le gouvernement depuis 16 ans! Les travailleurs sont ainsi du même coup bien renseignés sur la politique qu'entend mener la gauche et particulièrement le P.C.F. Plus que jamais le mot d'ordre de notre parti: «Ni Giscard, ni Mitterrand. Abstention révolutionnaire» est à l'ordre du jour pour les travailleurs.

pourquoi je soutiens la campagne du PCR(ml) pourquoi j'ai voté andré Roustan

Lettre d'un ancien ouvrier du textile, ancien résistant, ancien militant syndicaliste, habitant le quartier de la Grâce de Dieu, à Caen.

«Je n'avais pas encore 20 ans que j'étais syndiqué à la CGTU dans une usine de textile de la Seine Maritime. C'était l'époque du système Beaudou qui rendait le travail de l'ouvrier infernal. C'est la grande misère des ouvrières qui nous a fait mener des luttes syndicales très dures de 1920 à 1926.

En 1936, j'étais militant de la Ligue Antifasciste. Mes 16 camarades sont morts en déportation dans les camps nazis. Je suis le seul à en être sorti vivant. Au procès des Croix de Feu qui les avaient livrés, on n'a même pas pris la peine de me convoquer. Pendant la

guerre contre l'occupant nazi, j'étais dans les rangs des Forces Françaises de l'intérieur, spécialement chargé du ravitaillement.

Quand nous avons rendu les armes à la Libération, j'ai repris mon métier dans le textile et là, rien n'avait véritablement changé, au contraire, l'exploitation se renforçait avec plus de férocité qu'avant. Pour nous donner une idée: les ouvrières faisaient 45 mètres en 12 H; on leur a mis alors 2 métiers à tisser Saxon avec lesquels elles produisaient le double dans le même temps de travail, le salaire n'étant passé que de 120 F à 126 F. C'était pourtant l'époque du gouvernement de Félix Gouin acouiné avec des ministres du PCF. Qu'est ce qu'on y a gagné, nous les ouvriers, nous les anciens résistants

pendant que les anciens collabos se refaisaient leur place au soleil?

C'est pourquoi aujourd'hui, je soutiens la candidature d'André Roustan aux élections présidentielles.

Les Giscard, les Chaban, les Mitterrand parlent beaucoup, se remuent beaucoup, nous promettent monts et merveilles. Mais nous, on est payé pour savoir que derrière tout ça, ce qu'ils veulent en réalité, c'est que les ouvriers en restent aux 2 harengs par jour.

Tous ces gens unis comme les doigts de la main sont habiles pour nous rouler mais nous devons reprendre espoir: les communistes, les vrais, jeunes et vieux, renverseront les exploitateurs capitalistes et leurs larbins et instaureront la dictature du prolétariat.

les syndicalistes révolutionnaires à l'action

brandt: débrayage contre les (lyon) contrats de travail

Lundi 29 Avril, la direction avise un ouvrier tunisien que son contrat de travail expire le lendemain et qu'il est donc licencié. Cet ouvrier a déjà participé à la grève de la faim de Lyon pour obtenir ses papiers et du travail. Le mardi, dès que les syndicalistes révolutionnaires de la CFDT mobilisent les délégués CGT et CFDT pour un débrayage d'une demi-journée, 80 ouvriers et ouvrières dont une partie sont également menacés par des contrats de travail (femmes et immigrés) y répondent et décident un débrayage d'une demi-journée le lendemain, avec pour revendications :

- la réintégration de leur camarade tunisien.
 - le regroupement des ouvriers yougoslaves dans le même atelier (ces ouvriers, sous contrat, ne parlent pas le français, refusent l'isolement que veulent leur imposer la maîtrise.)
 - l'embauche définitive de tous les ouvriers sous contrat.
- Le lendemain, la CGT, sauf 2 délégués, se retire complètement de la lutte sans justification. Ce deuxième débrayage, dans les conditions difficiles de la boîte (pressions et menaces des chefs, division syndicale) et dans la période des élections regroupe environ 120 ouvriers derrière la CFDT seule, ce qui est largement positif. Une

vingtaine d'ouvriers yougoslaves tenus par leur contrat de travail participent à cette grève.

Au meeting, les syndicalistes révolutionnaires expliquent concrètement quelle menace représentent les contrats de travail à durée limitée dans l'usine: aucune sécurité de l'emploi, menace de licenciement pour les ouvriers qui participent aux grèves, division des ouvriers par les menaces contre les grévistes sous contrats. Ils montrent également que tous les ouvriers français sont concernés et pas seulement les immigrés... De plus en plus d'ouvriers français sont embauchés avec des contrats de 6 mois. Aux vacances, 3 ateliers vont fermer et d'autres vont être restructurés, ce qui laisse présager d'autres licenciements. Ces débrayages sont le début d'une lutte qui sera très difficile, contre les licenciements d'ouvriers sous contrat, qui, jusqu'à maintenant sont considérés comme une chose normale, car la direction CGT a toujours expliqué «qu'on ne peut rien faire, que c'est la loi». Dans la ligne de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire, les travailleurs de Brandt poursuivent leur lutte pour la suppression du système des contrats de travail.

Correspondant Brandt.

action victorieuse à la SIFOP (besançon)

A la SIFOP malgré la défection de certains délégués qui avaient fait rentrer une partie des papiers, un noyau de 80 reste en grève avec piquet le matin et le midi afin d'exiger le paiement des heures de grève et soutenir la grève de Bourgeois où le patron refusait toute discussion.

La grève est un succès: le salaire minimum à la SIFOP est maintenant à 1.300 F, ce qui fait

plus de 320 F pour nombre d'ouvriers qui gagnaient 980 F, d'autre part, le noyau de 80 a réussi à arracher le paiement de la moitié des heures de grève. A la suite de ce mouvement la confiance des ouvriers dans notre parti et dans les Syndicalistes Révolutionnaires s'est considérablement accrue.

Correspondant Besançon.

pas de trêve électorale contre le chômage

- le jeudi 2 mai, les grévistes de Caravelair ont réoccupé l'usine de Trignac pour protester contre les tergiversations de Maury-Garnier, qui sous prétexte d'inventaire n'a pas réouvert l'usine comme prévu le 2 mai, en violation des accords signés. Ils parlent de faire attendre les ouvriers 3 semaines avant de faire redémarrer l'usine. Les ouvriers, qui ont le soutien de la métallurgie Nazairienne qui a manifesté à 10.000 ces derniers jours, réclament le reclémarrage de l'usine et le paiement des jours chômés.

Les travailleurs de la SEMM restent vigilants.

- de même à Romans, où, le mois passé, 100 ouvriers avaient bloqué la voie ferrée Grenoble-Valence et occupé la Chambre patronale de la chaussure pour exiger leur réembauche totale (la direction ne veut en reprendre que 60 sur 273), comme cela avait été prévu lors de l'accord signé l'été passé avec Bidegain.

A HEXA-LIMBOURG (MARSEILLE) les 150 ouvriers de l'usine maintiennent l'occupation

afin d'éviter la fuite des machines et exiger le maintien de l'emploi.

Le 29 avril, à USINOR-LONGWY, lock out de 164 ouvriers de la tôlerie de Mont St-Martin en lutte depuis le 4 avril pour les 200 F pour tous, le repos du dimanche après-midi, l'harmonisation des salaires pour l'ensemble du trust et la refonte des classifications. Travailleurs frontaliers et immigrés son côte à côte dans la lutte. Des actions de popularisation sont en cours.

- Mardi 30 avril, 7 ouvriers turcs en grève ont déposé plainte contre leur employeur de Fos-sur-Mer. L'exploitation dont ils sont victimes est particulièrement scandaleuse: arrivés le 8 avril à Marseille, ils travaillent sur un chantier de Fos 12 heures par jour, de 14 H à 2 H du matin, 5 jours par semaine.

La nourriture fournie par le contremaître: haricots et pain. Depuis le début, pour eux, il n'a pas encore été question de paie, pas plus que de sécurité sociale. Ils avaient dû verser entre 3.000 et 4.000 F de commission à un notable turc pour quitter leur pays, qui compte plus de un million de chômeurs.

AUGMENTATION DU SMIG: ON EST LOIN DU COMPTE!

L'INSEE vient d'avouer 1,2% de hausse des prix pour le mois de Mars, (1,4% selon l'indice CGT): en fait, avec les hausses des loyers, de l'essence, du pain, etc... des produits de première nécessité, la hausse est bien supérieure. Face à cette situation, dans un but électoral, le gouvernement Messmer vient de passer le SMIC de 5,60 F à 5,95 F, soit 1.035,30 F par mois, soit une augmentation de 6,25%... La bourgeoisie claironne une augmentation du SMIC de 28,2% du 1er Mai 1973 au 1er Mai 1974, les augmentations de salaire auraient donc été plus grandes que les hausses des prix et le pouvoir d'achat se serait amélioré. Ce n'est pas l'avis des travailleurs qui ont multiplié les grèves pour les augmentations de salaires, avec les revendications de 200 F par mois. Chaban lui-même a d'ailleurs reconnu que

l'indice était truqué et a parlé de le changer. La V.O. cite une augmentation de 32,5% pour un panier de nourriture de base d'avril 73 à avril 74. Nos correspondants nous font part de hausses: 24% sur certains produits, par exemple à Montceau les Mines, le rôti de porc est passé de 16 F le kg à 22,50 F, soit 6,50 F de plus... L'inflation est un mal inhérent au système capitaliste qui disparaîtra avec lui. Quel que soit le candidat élu, les Communistes appellent à lutter pour le blocage des loyers et des charges pour un an minimum, le SMIC à 1650 F pour 40 H, la suppression de la TVA sur les produits de consommation courante pour les masses populaires.

NON, LA CLASSE OUVRIERE NE PAIERA PAS LA CRISE QUEL QUE SOIT LE CANDIDAT ELU...

EDMOND MAIRE: DE L'EAU AU MOULIN REVISIONNISTE

Après les dernières luttes où les masses et de nombreux militants syndicaux sont entrés en contradiction avec les perspectives du Programme Commun, comme à MOULINEX-Caen où les révisionnistes se font huer, comme à LIP où les ouvriers refusent le plan Giraud appuyé par Ségué et la bourgeoisie, la confédération CFDT décide de soutenir la candidature de Mitterrand. Ceci a suscité des contradictions à l'intérieur de la centrale, surtout auprès de ceux qui ont cru au visage de gauche de la CFDT: le refus de signer le Programme Commun, le soutien, à certains moments, des luttes attaquées par la CGT (Houillères, Lip) la reprise des mots d'ordre de 200 F uniformes pour tous, abrogation de la circulaire Fontanet.

Pour faire accepter ce retournement apparent de sa ligne, les réformistes de la direction confédérale, forts de la majorité de 85% obtenue au Conseil National pour ce ralliement à Mitterrand, ont descendu dans les sections un ensemble de documents, comme le *Syndicalisme magazine spécial élections* et divers dossiers d'explications et décidé de lancer une campagne parmi les adhérents pour faire accepter leurs positions...

En même temps, les objectifs à plus long terme de la confédération ont été précisés dans un texte sur *«les objectifs de transformations conduisant au socialisme autogestionnaire»*, sorte de double autogestionnaire du Programme Commun, afin de maintenir et de développer à cette occasion le poids de la CFDT dans l'Union de la Gauche. Dans ces textes, l'équipe réformiste de Maire s'appuyant sur les distances prises par Mitterrand avec le programme commun, qualifie sa candidature comme représentative *«des deux courants de l'union populaire»*: celui du programme



Ségué, Marchais, Mitterrand, Fabre, Maire, Rocard... la main dans la main après l'échec de l'union populaire d'Allende!

commun (PCF-CGT) et celui du socialisme autogestionnaire... Sur cette question, il semble que M. Maire prenne ses désirs pour des réalités, car, s'il y a une utopie qui n'est pas rentrée dans les masses, c'est bien celle du socialisme autogestionnaire et la preuve la plus éclatante en est la lutte des Lip où les grévistes ont toujours refusé de présenter le montage et la vente des montres comme de l'autogestion... Ce courant d'autogestion n'existe que dans votre tête, même si vous espérez dévoyer les ouvriers CFDT dans cette voie de garage, avec l'appui de Chevènement du CERES, la bénédiction de Mitterrand et le soutien des trotskistes. Mais l'argument essentiel qui justifie le ralliement à Mitterrand est celui de tous les réformistes et révisionnistes à savoir: *«que la candidature Mitterrand va créer une dynamique, elle va permettre de satisfaire les revendications immédiates et débloquer la situation»*. Pour ce qui est des satisfactions immédiates, ce qu'a dit Mitterrand est fort mince, 1.200 F tout de suite, attendre pour les 1.500 F, relèvement des retraites,

blocage de la TVA sur les produits de «toute» première nécessité... et une monnaie forte. C'est à dire la tactique habituelle des Wilson et des Brandt des miettes au départ pour pouvoir mieux imposer les sacrifices ensuite au nom de l'intérêt national. Quant à débloquent la situation, on se demande comment, quand on sait que c'est la pause sociale que veut Mitterrand; la classe ouvrière n'a pas oublié 44-47 et les gouvernements socialistes de la IVème, et que ce ne sont pas 9 nationalisations qui remettent en cause la dictature de la bourgeoisie.

Et pour assurer leurs arrières quand Mitterrand lèvera le masque, nos réformistes embouchent la trompette de l'indépendance de la CFDT par rapport aux Partis. *«C'est en terme d'alliance entre partenaires égaux que doivent se dérouler les discussions et les actions communes des syndicats et des partis»* dit *«Syndicalisme magazine»* *«ce n'est pas parce que la CFDT soutient Mitterrand qu'elle sera liée à son programme... car elle n'a pas signé le programme commun et ne signera pas de*

programme de gouvernement».

On voit ce que vaut cette indépendance, quand, au même moment, le même Maire annonce que l'action de la CFDT ne se situe que dans le cadre de l'union avec le PS-PC-CGT et qu'elle ne saurait en sortir.

Nos réformistes espèrent balayer les dernières hésitations en ajoutant que la candidature Mitterrand doit se doubler d'une mobilisation de masse. Mais l'illusion est vite dissipée: cette mobilisation doit rester dans le cadre des options de Mitterrand.

«Notre réponse, c'est l'action collective, mais une action responsable et orientée...», on voit que le son de cloche n'est pas très différent de celui de Ségué, c'est la mobilisation des masses et la pause sociale... à la fois. Déjà, la confédération avait joué le même scénario à l'occasion de la trêve électorale, où E. Maire avait dit *«in inaction, ni activism»* ce qui avait bien servi à étouffer les luttes et à ne pas manifester au 1er Mai sous couvert d'éviter des provocations. Mais là où Maire vend la mèche, c'est à propos de la revendication confédérale

de 1.500 F; cette revendication, qui correspond à peine au minimum vital avec les hausses continues, a été votée au conseil national du 19 avril et finalement abandonnée à la suite d'une intervention de Maire disant qu'elle remettait en cause l'unité d'action avec la CGT et qu'elle ne pouvait être satisfaite, car cela accélérerait l'inflation; le même refrain que tous les bourgeois de Giscard à Mitterrand entonnent: pour lutter contre l'inflation, il faut bloquer les salaires. *«Si la mobilisation... s'oriente vers l'augmentation massive et immédiate de tous les salaires et prestations sans distinction, nous courons le risque de l'échec»*.

Les mêmes qui parlent d'indépendance de la CFDT par rapport aux partis ne situent leur action que dans le cadre de l'alliance avec les révisionnistes.

Les mêmes qui refusent toute programmation des revendications, programment les augmentations de salaires...

Les mêmes qui parlent de mobilisation de masse, la limitent dans le cadre de ce qui sera raisonnable. On voit donc ce que vaut le vernis de «gauche» de la CFDT, la canalisation des luttes au profit de la politique bourgeoise de Mitterrand.

Pour nous, Communistes, il n'est pas question d'accepter la trêve sociale, quel que soit l'exploiteur au pouvoir, Giscard ou Mitterrand, qui feront à peu près la même politique, faire payer la crise à la classe ouvrière, nous ne sacrifierons pas les intérêts ouvriers au nom de la lutte contre l'inflation. C'est dans la lutte pour les 1.650 F, contre les licenciements, contre le salaire au rendement, pour l'abrogation de la circulaire Fontanet, que la classe ouvrière défendra ses intérêts immédiats et arrachera les syndicats des mains des révisionnistes et des réformistes.

Yvon CHEVET.

LE "DEBORDEMENT" TROTSKISTE ! UNE MYSTIFICATION

Face aux élections bourgeoises, notre Parti a déjà longuement expliqué sa position. NI GISCARD, NI MITTERRAND, UNE SEULE SOLUTION LA REVOLUTION, le 19 Mai : ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE !

Si notre position est claire et conséquente, il n'en est pas de même pour ceux qui se sont fausement présentés au premier tour comme des candidats révolutionnaires : les trotskistes, Krivine et Arlette Laguiller.

Que racontent ces champions de la phrase révolutionnaire ? L'O.C.I./A.J.S. a appelé dès le 1er tour à voter pour le candidat des partis ouvriers ? ... Mitterrand... ! Ceux-là ne manquent pas d'air ! Mais le reste de la famille trotskiste n'a pas fait mieux. Qu'ont développé les trotskistes pendant le cirque électoral pour justifier leur appel à voter Mitterrand au second tour ?

«Mitterrand, s'il échoue, ce ne sera pas à cause de nos voix... si elles se reportent sur lui au second tour, c'est dans une large mesure parce qu'au premier, elles auront pu se faire entendre... ceux qui votent pour nous veulent marquer leur défiance à l'égard de l'union de la gauche, leur volonté de débordement. Si ils ne le marquaient pas par un vote, nombre d'entre eux se seraient abstenus... Les révolutionnaires voteront au second tour pour le candidat du programme commun, car il n'y a rien d'autre...» (Krivine).

Quant à «Lutte Ouvrière» : «Parce que Mitterrand est soutenu par des partis et organisations qui bénéficient de la confiance de la majorité des travailleurs, nous préférons qu'il l'emporte sur Giscard ou Chaban...»

Dans ces quelques citations, tout y est ! Les trotskistes collecteurs des voix des abstentionnistes, les trotskistes faisant passer le P.S. et le P.C.F. pour des partis qui défendraient les intérêts de la classe ouvrière ; et enfin, les trotskistes cherchent à faire croire deux inepties qui fondent toute leur activité :

premièrement, en votant «révolutionnaire» les bulletins de vote deviennent magiquement efficace et servent à la fois à faire passer Mitterrand et de moyen de pression sur le candidat qui sera élu ! Deuxièmement, c'est la préparation pour le débordement qui se fera (?) si le candidat de gauche est élu étant entendu que, pour les trotskistes, on ne peut réellement progresser vers la révolution en France, sans la victoire électorale du candidat de la «gauche»... !

Ça y est ! Le maître mot des trotskistes face aux élections est lancé : le débordement. Mais quelle est la conception archi-fausse de la révolution à la mode trotskiste qui se cache derrière ?

Voilà ce que racontent les trotskistes aux travailleurs qui aspirent à la révolution, au socialisme.

D'abord, il faut selon ces messieurs un gouvernement de «gauche» : «la conquête du gouvernement, peut-être un tremplin vers la conquête du pouvoir... à condition que les travailleurs prennent conscience de la nécessité de déborder le cadre étroit du programme commun...» Pour cela : «les travailleurs devront exiger en tout premier lieu, la rupture de tout lien, de tout accord, de toute collaboration des organisations ouvrières avec la bourgeoisie». (programme d'action de «Rouge»).

C'est clair, les trotskistes tiennent vraiment à nous faire prendre des vessies pour des lanternes !

Parce que, premièrement s'il était élu, Mitterrand a déjà précisé en long, en large et en travers, qu'il n'appliquerait pas le «programme commun» dans sa totalité, même si c'est un programme bourgeois.

Deuxièmement, quand les trotskistes avancent l'idée que les travailleurs devront exiger du gouvernement de gauche qu'il rompe tout lien avec la bourgeoisie ; ils «oublient» simplement une chose : c'est que le ver est dans le fruit, c'est que «l'union de la gauche» au gouvernement, c'est les radicaux avec Fabre, c'est le P.S. et le

P.C.F. partis bourgeois, c'est un gouvernement de «gauche» c'est fait pour gérer les affaires du Capital, Mitterrand président, c'est la gestion des affaires de la bourgeoisie. Et cela, même si, dans les débuts, par démagogie et sous la pression des masses, il doit céder à certaines revendications limitées des masses, revendications que comme ses prédécesseurs, il gommait bien vite, par la hausse des prix, etc...

Quant à savoir comment les travailleurs prendraient conscience de ce qu'il faut faire, les trotskistes n'en soufflent mot ! Enfin, ils affirment : «les travailleurs devront exiger...» Comment ? La dessus aussi, ils sont discrets. Peut être est-ce à la façon de Krivine qui déclarait à Besançon : «Si la gauche passe, nous ne descendrons pas dans la rue... !» Avec tout ça, voilà les travailleurs vraiment armés pour affronter l'avenir, car en bref, les trotskistes ne «mobilisent» que pour une chose : «Votez Mitterrand» et ensuite, attendez les miracles... !

Mais les travailleurs ne croient pas aux miracles. Mitterrand ils le connaissent bien, ils savent qu'il ne changera pas. Alors, il faudra le forcer ? Organiser le débordement ? Qu'est-ce que cela signifie ? Ce n'est pas parce que Mitterrand est de «gauche» qu'il cédera aux revendications ouvrières. A ce sujet, il faut se rappeler le passé des ministres «socialistes» qui ont organisé la guerre d'Algérie, réprimé les grèves, etc... Aujourd'hui, si un gouvernement «de gauche» se mettait en place, l'Etat bourgeois avec sa police, son armée serait toujours là, le gouvernement d'un Mitterrand serait le gouvernement de l'Etat bourgeois et il ne s'en distingueraient que par ses capacités à mieux dupier le peuple. Il ne pourrait en aucune façon être indépendant, et pour la classe ouvrière, les masses, la situation n'aurait pas changé fondamentalement d'avec la précédente. C'est pourquoi, ce n'est ni en votant Giscard, ni en votant Mitterrand que nous ferons avancer la Révolution.

Bien sûr, pour les trotskistes, tout semble aller comme sur des roulettes.

Ceci parce qu'ils escamotent la vraie nature d'un gouvernement «de gauche», parce qu'ils escamotent la question décisive de la révolution, celle du Pouvoir d'Etat parce qu'ils considèrent le gouvernement «de gauche» indépendant de l'Etat. Pour eux, il n'y a pas de lien entre les choses, et les phénomènes ou du moins ils ne veulent pas les voir.

Pour eux, il faut d'abord la «gauche» au gouvernement «le tremplin»... Ensuite, le rôle qu'ils assignent aux travailleurs est de «s'auto-organiser en comité d'usine, de quartier, de vigilance, contre la vie chère, etc, etc...» avec ces comités, les travailleurs avancent leurs revendications. Avec la multiplication de ce phénomène, il doit alors se créer une situation de «double pouvoir» à l'échelle du pays. D'un côté, «le pouvoir des travailleurs», de l'autre celui des patrons, car les trotskistes admettent quand même qu'il y a toujours des patrons sous gouvernement de «gauche». Et voilà Krivine et consorts repartis sur leur cheval favori, voir des situations révolutionnaires partout et surtout là où il n'y en a pas, et arriver coûte que coûte au «double pouvoir».

Que signifie cette «situation de double pouvoir», imaginée par les trotskistes ? Les travailleurs qui se sont spontanément organisés entrent en lutte contre les patrons afin de faire pression sur le gouvernement pour qu'il s'engage dans la voie socialiste. Mais le schisme réapparaît car la réalité c'est que patrons et gouvernement de «gauche» forment un tout, forment l'Etat bourgeois, que les travailleurs doivent les affronter. Il ne peut pas y avoir de glissement progressif vers le socialisme par l'intermédiaire d'un gouvernement de «gauche». L'Etat bourgeois qu'il soit gouverné par GISCARD ou MITTERRAND, doit être détruit par l'insurrection prolétarienne armée. En masquant cette réalité les trotskistes ramènent inévitablement les travailleurs dans le giron des réformistes, de la «gauche». D'autres questions se posent. Comment les travailleurs sont-ils

arrivés à «s'auto-organiser» pour arriver «au pouvoir des travailleurs». Il semble que les trotskistes fassent peu de cas de l'influence des organisations réformistes et révisionnistes sur la classe ouvrière. Ou doit-on croire que ces organisations qui soutiennent ou font partie de la «gauche» marchent dans cette voie ? .. ! Ou bien encore est-ce sous l'influence des trotskistes eux-mêmes que s'est produite cette grande maturation ? Non, décidément, la camelote trotskiste est dure à avaler.

Mais pourtant, si l'on arrivait à cette situation de double pouvoir (on peut toujours rêver)... Pour aller plus loin, il faudrait peut-être se battre... ? Là aussi les trotskistes ont une réponse : depuis la création des comités d'usine, de quartier... les armes ont été distribuées aux travailleurs... où les armes ont-elles été prises ? Qui les a données : comment la bourgeoisie a-t-elle pu laisser les travailleurs s'armer ? Autant de mystères, autant de questions sans réponse. Mais connaissant la bourgeoisie et l'intérêt qu'elle porte à tout ce qui est préparation de la guerre civile, il faut avouer que l'on a du mal à imaginer que les travailleurs se retrouvent armés, sans que la bourgeoisie ait levé le petit doigt. Car, il faut le rappeler, tout ce processus se passe pour les trotskistes dans l'Etat bourgeois, avec quelques heurts mais seulement contre des milices patronales ou fascistes ! Quant à l'Etat bourgeois selon les trotskistes, on le voit très bien planant sur le déroulement, attendant tranquillement d'être détruit, ou plutôt... d'être englouti.

On nous objectera, peut-être, et quand même, que tout cela n'est pas possible, même avec un gouvernement de «gauche». Il n'y a qu'à regarder du côté du Chili. Nous croyons en effet que ce n'est pas possible. Mais toute la «tactique», ou plutôt, la mauvaise ruse des trotskistes pour réussir leur débordement consiste justement à essayer de mobiliser les masses sur des revendications qu'il est impossible de réaliser en régime capitaliste, même avec la gauche. Et c'est de cette façon que selon eux se fera sentir pour les travailleurs la nécessité du passage au socialisme ! C'est ainsi que pour réaliser leur «débordement», ils indiquent : «sur le plan revendicatif il ne s'agit pas de faire de la surenchère... Mais la revendication capitale doit être l'abaissement massif du temps de travail à la semaine de 30 H...» Suit toute une série de revendications, aussi irréalisables les unes que les autres en régime capitaliste, régime dans lequel se déroule soi-disant toute l'action prévue par les trotskistes. Quoi de plus démobilisateur, de plus absurde que d'avancer des revendications irréalisables.

Là encore se manifeste l'incompréhension totale des trotskistes face à la réalité, une conception fautive, économiste qui domine toute la conception de la révolution à la trotskiste. Pour ces gens, il n'y a pas de différence entre une revendication économique et la révolution. Les trotskistes ne comprennent pas que la question de la révolution ne se pose pas à travers une revendication économique quelle qu'elle soit. Mais au contraire, que la question de la révolution, du pouvoir d'Etat doit être posée clairement devant les masses, sans détour, sans faux-fuyants, par les communistes.

Les trotskistes en proposant leur «tactique du débordement» ne mettront pas en garde les travailleurs sur la nature de l'Etat, sur la nécessité de le détruire, les trotskistes ne donnent, par rapport à cette tâche, aucun moyen de l'accomplir. Dans ces conditions, toute tentative de débordement ne serait qu'une aventure criminelle.

Mais derrière tout cela, derrière cette question du débordement, les trotskistes ne voient finalement pas si loin. Par leur phraséologie révolutionnaire, leur rôle est de ramener dans le sillage du réformisme et du révisionnisme ceux qui s'en écartent et cela en faisant miroiter les théories fumeuses et utopiques du débordement.

1er MAI: succès des manifestations appelées par le P.C.R. (ml)

à Lyon

A l'appel du Parti Communiste Révolutionnaire, 300 personnes se sont regroupées pour manifester dans la rue le 1er Mai. Alors que réformistes et révisionnistes appelaient à un rassemblement de soutien à Mitterrand au Parc de la Tête d'Or, et que les trotskistes et autres avaient manifesté le matin dans la plus grande confusion politique, les 300 participants à notre manifestation se sont retrouvés unis sous la même banderole et sur le même mot d'ordre : «Ni Giscard, ni Chaban, ni Mitterrand, une seule solution la Révolution». Au milieu d'un grand nombre de drapeaux rouges, apparaissait une grande banderole : «Vive le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste)». Drapeaux du GRP, du FUNK, du FRAP traduisaient le caractère d'internationalisme prolétarien de cette manifestation. Les manifestants reprenaient avec force les mots d'ordre : «Unité de la classe ouvrière autour des OS», «1.650 F pour 40 H», «Programme Commun, Programme Bourgeois», ainsi que «Colonies portugaises, la guerre du peuple est invincible», «Franco assassin» pour soutenir la lutte des peuples opprimés par le fascisme et l'impérialisme. Un camarade a clos la manifestation en prenant la parole au nom du PCR, au milieu d'un grand nombre de travailleurs immigrés qui applaudirent, quand il appela à l'unité des travailleurs immigrés et français, au soutien à la lutte du peuple palestinien et cita l'exemple du socialisme en Chine et en Albanie.

C'est sur le mot d'ordre «Vive le PCR», largement repris, que s'est terminée cette première manifestation de notre Parti dans les rues de Lyon.

Correspondant Lyon.

à Paris

Le 1er Mai, à Paris, plus de 2000 personnes, jeunes et moins jeunes, travailleurs, étudiants, ont manifesté à l'appel du PCR (m-l), de l'UCF, du PLR, du MCE, des CACF, des CIP et de l'OSR. Pendant plus de 2 heures, ils ont manifesté dans les quartiers populaires du 19ème et du 20ème. Le black-out de la presse, les manœuvres de la Préfecture de Police nous imposant un parcours parfois à l'écart de certaines rues populaires, n'ont pas entravé le succès de la manifestation. Plus de 2000 personnes, aux premiers rangs desquels se trouvait notre camarade André ROUSTAN, ont ainsi exprimé, au cœur de la capitale, la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière et du peuple, en refusant de s'agglutiner au cortège organisé par les trotskistes, cortège destiné à récupérer les révolutionnaires au profit de ceux qui appellent à voter Mitterrand au 2ème tour des élections.

«Ni Chaban, ni Giscard, ni Mitterrand, une seule solution la révolution»,

«Programme commun, programme bourgeois : vive la dictature du prolétariat», ces mots d'ordre inscrits sur les banderoles étaient repris tout au long de la manifestation. La manifestation, suivie par moments, sur les trottoirs, par des centaines de travailleurs, exprimait les préoccupations quotidiennes des masses : «vie chère, chômage, cadences : à bas le capitalisme». Réflétant les problèmes des femmes travailleuses, une banderole réclamait : «A travail égal, salaire égal. Avortement et contraception libres et gratuits». Pendant toute la durée de la manifestation, des camarades inscraient des mots d'ordre et collaient des affiches.

L'unité de notre manifestation, c'était l'unité révolutionnaire du prolétariat. Ainsi, des travailleurs pakistanais, qui avaient fait récemment la grève de la faim, rue Dulong, pour obtenir leurs cartes de séjour et de travail, s'étaient joints à la manifestation. «Ouvriers

la manifestation du P.C.R. (ml) à Lyon

français et immigrés, même patron, même combat» «Abrogation de la circulaire Fontanet» scandaient les manifestants.

L'internationalisme prolétarien s'inscrivait dans les slogans «Martinique, Guadeloupe, Réunion, indépendance». «A bas l'impérialisme français», «Indochine, Palestine, vive la guerre du peuple», «Vivent la Chine Rouge et l'Albanie Socialiste». et il s'exprimait très concrètement par la présence nombreuse, au cœur de la manifestation, des camarades martiniquais de l'AGEM, portant drapeaux et banderoles, en particulier sur la lutte des travailleurs agricoles. Tenu en pleine période électorale, en dépit de la dictature bourgeoise qui refuse à l'avant-garde marxiste-léniniste, l'accès aux grands moyens d'information, cette manifestation est un grand succès ; elle contribue à la mobilisation des masses de notre pays pour la cause de la Révolution Proletarienne.



la décision du gouvernement italien: AGGRAVATION DE LA CRISE DE L'EUROPE

Le 30 avril, le gouvernement italien a pris la décision d'obliger les importateurs italiens à verser à la Banque d'Italie une caution équivalente à 50% de la valeur de chaque marchandise importée. Ceci concerne les produits finis et semi-finis, mais ni les matières premières et les produits d'équipement.

Ces mesures vont freiner considérablement les importations de l'Italie. Présentées par la bourgeoisie italienne comme des mesures de «sauvegarde», elles visent à faire retomber, en partie, la crise économique grave que traverse l'Italie, d'une part sur les masses italiennes, d'autre part sur les pays et les peuples d'Europe (CEE). La France, par exemple, écoule vers l'Italie 12% de ses exportations, dont l'essentiel est constitué par les produits agricoles (17% des produits agricoles exportés).

DES MESURES QUI FRAPPELÉNT LES MASSES ITALIENNES...

Il s'agit de réduire le déficit commercial de l'Italie qui n'a fait que s'aggraver dans la dernière période. Ceci à cause de la dévaluation de la lire qui a perdu 17% de sa valeur depuis 73, entraînant une augmentation des importations de 44% contre 19,4% seulement pour les exportations. Le déficit commercial italien qui se montait à 3 milliards de francs en 72, passait à 24,5 milliards en 73 pour atteindre les deux seuls premiers mois de 74, 3,6 milliards de francs.

Mais cette décision, loin de sauver l'économie italienne ne fera qu'accentuer la crise. En effet, les trusts italiens, ENI, Montedison, FIAT, qui utilisent surtout des matières premières ne seront pas frappés par la caution de 50%. Par contre, les petites entreprises italiennes vont se trouver dans une situation difficile. Or, en Italie, sur 100.000 entreprises, 800 seulement emploient plus de 500 ouvriers, et les 3/4 des entreprises n'ont pas 20 ouvriers. La conséquence immédiate de cette situation, c'est que les travailleurs italiens vont faire les frais de cette politique. De nombreuses petites entreprises vont fermer et les travailleurs seront au chômage.

Autre conséquence pour les masses italiennes: les produits agricoles restant bloqués aux frontières, les prix de la viande et des produits laitiers risquent fort de monter en flèche!

Les grands bénéficiaires de cette décision seront les trusts italiens et les larges masses en feront les frais...

... ET LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS!

Ces mesures touchent de près l'impérialisme français pour lequel l'Italie représente un client rentable puisque l'excédent commercial au bénéfice de la France était en 1973 de 3,92 milliards de francs. Par exemple, la décision italienne ne fait pas les affaires de Bidegain. Le patron moderniste de la chaussure se voit



vente de fruits devant une usine: l'unité des paysans et ouvriers italiens en lutte

supprimer un marché de 6 millions de paires de chaussures. Dans cette situation, les travailleurs de la nouvelle société romaine) à laquelle participe Bidegain, doivent se préparer à affronter les licenciements massifs, car tout moderniste qu'il est, Bidegain ne manquera pas d'invoquer cette situation pour poursuivre la politique de licenciements qu'il a déjà commencée.

Mais l'industrie du cuir n'est pas la seule touchée, il y a aussi l'automobile, qui se voit supprimer un marché important: 223.000 voitures vendues en Italie en 73, soit 12% des exportations automobiles. De la même façon que Bidegain, les Citroën (qui exporte 16% de ses voitures en Italie), Simca (20%), Renault (10%), Peugeot (7%) ne manqueront pas de se servir de ce prétexte pour jeter des travailleurs à la rue, instaurer à nouveau le chômage technique...

La décision italienne va renforcer la crise de surproduction dans notre pays, la bourgeoisie, comme elle l'a déjà fait pour la soi-disant crise du pétrole, utilisera cette situation pour tenter de porter de mauvais coups aux travailleurs.

AGGRAVATION DE LA CRISE DE L'EUROPE

Apparemment, la décision du gouvernement italien est un nouveau coup porté à «l'unité européenne». Pratiquement, l'Italie s'est mise en marge de l'Europe. Après les

différentes décisions de ces deux dernières années: le flottement de la livre, de la lire et du franc ainsi que l'abandon du programme d'union économique prévu pour le premier janvier 1974, on peut se demander quel est l'avenir de l'Europe. Cependant la décision italienne, qui peut entraîner une réaction en chaîne des autres pays en crise, constitue principalement une surenchère.

La bourgeoisie italienne met ses partenaires européens devant la situation suivante: ou bien, vous m'aidez à sortir de la crise, ou bien je bloque mes frontières. Le but est d'obtenir des aides des autres pays européens. Car, en fait, aucun pays européen ne remet sérieusement en cause le principe de la «communauté européenne», mais ce que tous cherchent, c'est à se placer favorablement, à marchander leur participation. L'Italie nous en donne aujourd'hui un exemple. Quant à l'impérialisme britannique qui déclare «comprendre les raisons de l'Italie», c'est la même politique qu'il poursuit depuis l'arrivée au gouvernement de Wilson, en parlant de quitter l'Europe. Mais, de ces querelles impérialistes, les travailleurs n'entendent pas en faire les frais. De Rome à Paris, le combat est le même!

A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE!

La grève de la faim des travailleurs pakistanais, mauriciens et arabes de la rue Dulong avait fait reculer le gouvernement sur certains points: Carte de Séjour provisoire jusqu'au premier juin, promesse de contrats, de logements... Mais depuis la fin de la grève de la faim, il y a 3 semaines, seuls une dizaine de travailleurs sur les 400 qui revendiquaient ont obtenu des contrats de travail. Aujourd'hui, Gorse propose de mettre les travailleurs en cours de Formation Professionnelle Accélérée... en province «en attendant qu'ils trouvent du travail»; cette proposition, visant à disperser les travailleurs en lutte, aux quatre coins de la France, afin de mieux pouvoir les expulser, fait suite aux nombreuses manœuvres de division: diviser les arabes des pakistanais; en proposant du travail aux premiers et non aux seconds, diviser les grévistes de la faim et non-grévistes... Tous les moyens ont été mis en œuvre par le gouvernement pour briser la lutte, et les isoler: sans

travail, entassés à 5 ou 6 par chambre dans des foyers dispersés dans Paris, ne connaissant pas la langue... La bourgeoisie ne recule devant rien pour acculer les travailleurs au désespoir et c'est dans cette situation que sont apparues les propositions de s'immoler par le feu. Voilà à quel acte la bourgeoisie criminelle veut conduire les travailleurs.

Camarades, travailleurs pakistanais, déjouez cette manœuvre de la bourgeoisie, refusez ces solutions de désespoir, ces solutions suicidaires. Si aujourd'hui de telles propositions défaitistes se font jour, c'est que la bourgeoisie a tout fait pour vous y pousser. Face à toutes ces manœuvres de division, ce n'est pas en cherchant à appâtayer l'adversaire de classe, la bourgeoisie, que nous mobiliserons les travailleurs français et les travailleurs immigrés d'autres nationalités, mais en leur faisant comprendre que notre combat est le leur, que notre objectif c'est l'abrogation de la circulaire

Fontanet, arme anti-grève, pour laquelle nous nous sommes battus l'an passé.

Rappelons nous les luttes pour la Carte de Travail et la Carte de Séjour: ce qui a fait reculer la bourgeoisie, c'est avant tout les premières manifestations où l'ensemble des travailleurs, français et immigrés ont forgé leur unité.

Camarades, travailleurs français, travailleurs immigrés, si la bourgeoisie a dû reculer l'an passé, avec les mesures Gorse, puis avec le report de l'échéance du 30 septembre, c'est grâce à notre mobilisation, à nos luttes, à nos manifestations. Si finalement, le gouvernement n'a pas procédé aux expulsions massives auxquelles on pouvait s'attendre, c'est parce que nous avons su être vigilants, c'est parce que nous avons su mobiliser l'ensemble des travailleurs français et immigrés, c'est parce que nous avons déjoué la tactique de la bourgeoisie qui consiste à faire de chaque cas un cas particulier, c'est parce que nous avons un objectif clair: l'abrogation de la circulaire Fontanet.

de graves conséquences pour les petits paysans français

La décision du gouvernement italien, relativement à ses importations frappe particulièrement le secteur agricole de notre pays. En effet, 17% des exportations françaises de ces produits vont à l'Italie. Et, parmi les produits exportés, c'est la viande bovine qui constitue la part la plus importante: la France écoulant les 3/4 des animaux vivants qu'elle exporte vers l'Italie.

Pour comprendre l'influence des décisions du gouvernement italien sur le marché de la viande et donc sur la situation des éleveurs français (en majorité des paysans pauvres), il faut rappeler quelle est la situation en France.

A partir de 1969, le gouvernement français a encouragé les paysans à abattre leurs vaches en donnant des «primes à l'abattage». La raison invoquée était qu'il y avait trop de lait, trop de beurre. Notons que pour de nombreuses familles ouvrières ou, pour les collectivités (écoles, casernes) il n'y en avait certainement pas trop... Toujours est-il qu'on fit tuer les vaches par milliers, ce qui eut pour effet de diminuer d'autant le nombre de veaux, les veaux étant destinés à l'élevage, on s'aperçut qu'on allait manquer de viande.

C'est alors que le gouvernement décida d'importer de la viande (150.000 tonnes par an environ) d'Argentine par exemple. Cette décision tant convoitée par les gros négociants (style SO CO PA, qui ne traite que 7 à 8% de viande française) prétendait faire baisser les prix de la viande. En effet, les prix s'écroulèrent à la production, mais ne continuèrent pas moins de grimper chez le boucher. Le but du gouvernement était atteint!

C'est une des causes de la dégradation des conditions de vie, et de la prolétarianisation, de bon nombre de paysans pauvres. Par leurs récentes manifestations, ceux-ci ont montré, en exigeant des hausses de prix à la production, qu'ils étaient conscients de cette politique. Devant les revendications paysannes, le gouvernement français et la CEE ont eu recours à des mesures pour freiner, en principe, les importations de viande. C'est par exemple la décision du gouvernement français en 1973 d'augmenter les droits de douane pour les pays autres que ceux de la communauté. Mais l'Allemagne n'ayant pas augmenté ses droits de douane et la circulation étant libre entre celle-ci et la France, on continua de plus belle les importations en les faisant passer par l'Allemagne...

C'est aussi les mesures prises entre les 29 et 30 avril derniers à Bruxelles. Ces mesures, dites de «sauvegarde», consistent principalement à obliger les négociants à acheter à l'intérieur de la CEE une quantité de viande équivalente à celle qu'ils importent. Cela ne remet nullement en cause le principe des importations à bas prix, et la commission de Bruxelles a pris soin de préciser qu'elle était opposée à l'interdiction complète des achats extérieurs. En clair: malgré quelques obstacles, les importations françaises vont continuer.

Or, l'année dernière déjà, les achats italiens de viande bovine à la France avaient diminué de 17%, ce qui avait contribué aux difficultés des petits éleveurs.

Si les décisions de Rome sont tenues, elles travailleront dans le même sens que les diminutions d'achat de l'année passée.

Pour les bœufs, qui sont élevés par des petits et moyens paysans principalement, si les italiens restreignent leurs achats, il y aura en France surproduction et baisse des prix, avec toutes les conséquences sur les travailleurs de la campagne.

Pour les veaux (395.000 exportés par an vers l'Italie), la situation est plus complexe.

En effet, par les contrats que l'Italie a passés avec des exportateurs céréaliers américains, les emboucheurs italiens (souvent de très riches paysans) pouvaient acquérir des aliments de bétail à bon compte et donc se permettre de drainer le marché français des veaux, en les achetant au prix fort, prix auquel les emboucheurs français (surtout des paysans moyens) ne pouvaient résister. S'il y a restriction sur les veaux, les prix risquent donc de baisser, ce qui peut nuire aux petits paysans qui vendaient leurs veaux pour l'Italie, mais peut satisfaire les paysans moyens qui pourront cette fois acheter des veaux.

Comme on le voit, les petits éleveurs se trouvent pris entre deux feux. D'une part les importations vont continuer, d'autre part les exportations vont diminuer, ce qui entraînera un surplus de viande une chute des cours et donc une aggravation de la situation des paysans pauvres.

Mais y a-t-il surplus de viande sur la table des familles ouvrières? Certainement pas. On pourrait alors penser que si les prix baissent à la production, ça fera baisser les prix chez le boucher. Mais l'an dernier, quand le prix du bœuf à la production est passé de 12 F le kilo à 9,50 F le kg, provoquant la colère des petits paysans, qu'advint-il du prix de cette viande chez le boucher? Loin de diminuer celui-ci grimpa en flèche! Aujourd'hui c'est la même chose. Les aléas du marché impérialiste frappent les paysans pauvres, mais les travailleurs des villes n'ont rien à en attendre de bon.

Pour en finir avec l'économie de profit, source de leurs maux, les travailleurs des villes et des campagnes, n'ont qu'une solution, s'allier pour accomplir la Révolution Socialiste.

Albert Chatillon.

SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS PAKISTANAIS

La grève de la faim des travailleurs pakistanais, mauriciens et arabes de la rue Dulong avait fait reculer le gouvernement sur certains points: Carte de Séjour provisoire jusqu'au premier juin, promesse de contrats, de logements... Mais depuis la fin de la grève de la faim, il y a 3 semaines, seuls une dizaine de travailleurs sur les 400 qui revendiquaient ont obtenu des contrats de travail. Aujourd'hui, Gorse propose de mettre les travailleurs en cours de Formation Professionnelle Accélérée... en province «en attendant qu'ils trouvent du travail»; cette proposition, visant à disperser les travailleurs en lutte, aux quatre coins de la France, afin de mieux pouvoir les expulser, fait suite aux nombreuses manœuvres de division: diviser les arabes des pakistanais; en proposant du travail aux premiers et non aux seconds, diviser les grévistes de la faim et non-grévistes... Tous les moyens ont été mis en œuvre par le gouvernement pour briser la lutte, et les isoler: sans

travail, entassés à 5 ou 6 par chambre dans des foyers dispersés dans Paris, ne connaissant pas la langue... La bourgeoisie ne recule devant rien pour acculer les travailleurs au désespoir et c'est dans cette situation que sont apparues les propositions de s'immoler par le feu. Voilà à quel acte la bourgeoisie criminelle veut conduire les travailleurs.

Camarades, travailleurs pakistanais, déjouez cette manœuvre de la bourgeoisie, refusez ces solutions de désespoir, ces solutions suicidaires. Si aujourd'hui de telles propositions défaitistes se font jour, c'est que la bourgeoisie a tout fait pour vous y pousser. Face à toutes ces manœuvres de division, ce n'est pas en cherchant à appâtayer l'adversaire de classe, la bourgeoisie, que nous mobiliserons les travailleurs français et les travailleurs immigrés d'autres nationalités, mais en leur faisant comprendre que notre combat est le leur, que notre objectif c'est l'abrogation de la circulaire

Fontanet, arme anti-grève, pour laquelle nous nous sommes battus l'an passé.

Rappelons nous les luttes pour la Carte de Travail et la Carte de Séjour: ce qui a fait reculer la bourgeoisie, c'est avant tout les premières manifestations où l'ensemble des travailleurs, français et immigrés ont forgé leur unité.

Camarades, travailleurs français, travailleurs immigrés, si la bourgeoisie a dû reculer l'an passé, avec les mesures Gorse, puis avec le report de l'échéance du 30 septembre, c'est grâce à notre mobilisation, à nos luttes, à nos manifestations. Si finalement, le gouvernement n'a pas procédé aux expulsions massives auxquelles on pouvait s'attendre, c'est parce que nous avons su être vigilants, c'est parce que nous avons su mobiliser l'ensemble des travailleurs français et immigrés, c'est parce que nous avons déjoué la tactique de la bourgeoisie qui consiste à faire de chaque cas un cas particulier, c'est parce que nous avons un objectif clair: l'abrogation de la circulaire Fontanet.

Aujourd'hui, tous les travailleurs de France sont concernés par la lutte des Pakistanais! C'est une manœuvre criminelle de la bourgeoisie que nous devons déjouer. C'est pourquoi les Communistes Révolutionnaires appellent à se mobiliser largement autour des travailleurs pakistanais, à développer la solidarité de tous les travailleurs français et immigrés. Les mobilisations de l'an passé ouvrent la voie.

La lutte contre la circulaire Fontanet continue, et aujourd'hui, cette lutte passe par la satisfaction des revendications des travailleurs pakistanais.

CARTE DE TRAVAIL DES L'EMBAUCHE!
TRAVAILLEURS IMMIGRÉS,
TRAVAILLEURS FRANÇAIS,
MEMES DROITS!
ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET!
IMPOSONS LES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS PAKISTANAIS!
6-5-74

matières premières LE PILLAGE SOVIÉTIQUE

(I) les pays d'Europe de l'est

A la session spéciale de l'ONU sur les matières premières, les représentants de l'Union Soviétique ont cherché à se faire passer pour les «alliés naturels» des pays du tiers-monde, qui soutiendraient «le principe du droit souverain de chaque pays (à disposer de ses ressources naturelles)». En réalité, l'Union Soviétique, qui est redevenue capitaliste, est en même temps devenue sur le plan international un pillard impérialiste. C'est d'abord à l'intérieur des pays est-européens, par le moyen de sa «communauté économique», le COMECON.

un diktat économique

Profitant, comme ils le disent du «haut potentiel économique et scientifique» de l'URSS, ces nouveaux impérialistes y ont exigé «un rôle dirigeant». Ils ont contraint les autres pays à «coordonner» leurs plans avec la plan soviétique, suivant une «division internationale du travail». Ils déterminent ainsi à la place des pays concernés «la valeur globale de la production, et les variétés de produits», «le volume des transports et des investissements internationaux». En ce qui concerne les matières premières et les produits de l'industrie,

la situation de ces pays vis-à-vis de l'URSS n'est pas au départ la situation classique des pays opprimés, faiblement développés économiquement, vis-à-vis de leurs exploiters impérialistes. En effet, plusieurs de ces pays étaient déjà industriellement développés, tandis que l'URSS de son côté dispose de ressources très importantes en matières premières. Aussi les sociaux-impérialistes ont mis à profit leur supériorité économique d'ensemble et leur oppression politique et militaire pour trafiquer sur les matières premières produites en URSS même.

échange inégal d'un nouveau genre

Etant à l'origine de plus de la moitié des exportations en matières premières à l'intérieur du COMECON, ils y ont construit des usines faites pour travailler exclusivement avec leurs matières premières. De la sorte, ils vendent leur pétrole deux fois plus cher aux pays du COMECON qu'aux pays capitalistes occidentaux. En l'espace de dix ans, ils ont extorqué ainsi un super bénéfice de près de quatre milliards de roubles sur leurs exportations de pétrole, de minerai de fer, de charbon et de coton non égrené. Pour se placer dans la

concurrence inter-impérialiste, ils exigent le paiement de leur pétrole en marchandises exportables vers l'ouest. Et, non contents de ces super-bénéfices, voilà qu'ils prétendent faire payer aux pays du COMECON une «rente» supplémentaire afin de pouvoir investir dans l'exploitation de leurs gisements de pétrole de Sibérie difficilement accessibles.

Mieux, ils obligent depuis plusieurs années les pays du COMECON à investir dans l'extraction des matières premières en URSS, sous la forme d'entreprises dont ils gardent le contrôle et les profits. En quatre ans, quatre milliards de couronnes tchèques ont ainsi été absorbés pour construire des complexes de cellulose en Sibérie, de sidérurgie à Koursk ou de phosphore en Ukraine.

D'un autre côté, les produits fabriqués par les pays du COMECON sont importés à bas prix en Union Soviétique.

Les fraiseuses fabriquées en République Démocratique allemande sont exportées en URSS avec des réductions de 20 à 30%, et les prix d'une locomotive fabriquée dans un pays du COMECON, calculé en pétrole soviétique, revient à trois fois moins que ce qu'elle reviendrait sur le marché international.

Par le jeu de cet échange inégal d'un nouveau genre, les sociaux-impérialis-

tes ont extorqué en dix ans une valeur de quinze milliards de dollars à leurs «partenaires» du COMECON.

Mais si l'étendue des ressources en matières premières de l'URSS et le fait que certains pays du COMECON étaient déjà industrialisés entraîne l'existence d'un nouveau genre de trafic, les rapports que les sociaux-impérialistes entretiennent avec ces pays tendent de plus en plus à prendre les traits de rapports impérialistes classiques.

des rapports impérialistes classiques

D'une part, les matières premières des pays du COMECON sont bien moins transformées à l'intérieur des différents pays producteurs que celles produites en URSS (la proportion des matières premières exportées par rapport à celles qui sont produites est, pour la RDA, le double de celle de l'URSS, pour la Hongrie, le triple, et pour la Bulgarie, elle est cinq fois plus élevée) : les pays du COMECON sont en train de se transformer en réserves de matières premières pour l'URSS. Tel est le cas de la Bulgarie, qui exporte en Union Soviétique la moitié de ses produits agricoles.

Dans le même temps, les sociaux-impérialistes, sous prétexte de

«spécialisation internationale», s'attachent à faire régresser l'industrie des pays du COMECON et à la rendre dépendante. Ils ont contraint soixante usines textiles d'Allemagne de l'Est à cesser leur production, et ce pays a dû abandonner ses productions d'avions, de tracteurs, d'automobiles, et restreindre sa production métallurgique. De plus en plus, l'industrie des pays du COMECON est réduite à la fabrication annexe aux productions soviétiques. Ainsi pour les ordinateurs, dont les éléments principaux sont fabriqués exclusivement en URSS, les autres pays devant se limiter aux pièces et accessoires.

Transformer les pays du COMECON en réserves de matières premières et ateliers annexes de l'industrie soviétique, telle est l'orientation des sociaux-impérialistes. Tels sont les rapports que les sociaux-impérialistes s'imaginent follement pouvoir étendre au monde entier, quand ils les présentent comme l'embryon d'un soi-disant «complexe économique mondial».

Jean LERMET.

cambodge :

*"faire la guerre avec du riz
faire des rizières avec de l'eau"*



en zone libérée, les paysans en armes

Quatre ans après le déclenchement de la guerre de libération, la zone libérée du Cambodge couvre 90% du territoire. Plus de six millions d'habitants y vivent, sur les sept millions de cambodgiens. Le peuple cambodgien s'appuie sur ces vastes régions pour acculer les fantoches dans leurs derniers repaires, encercler par les campagnes, ou s'édifier un nouveau Cambodge, les quelques villes encore tenues par Lon Nol.

L'existence, l'extension et la défense de la zone libérée reposent sur la mobilisation du peuple tout entier et sa participation à la lutte armée.

la lutte populaire

Toutes les régions, villages, hameaux ont été libérés en coordination étroite entre les Forces Armées Populaires de Libération Nationale du Kampuchea (F.A.P.L.N.K.) et la population. Dans l'archipel de KOH SAUTIN, les habitants acceptèrent de participer à une soi-disant «unité d'autodéfense armée», destinée, dans l'esprit des américano-fantoches à les embrigader dans la guerre d'agression US. C'est avec les 400 fusils reçus ainsi de

l'ennemi que, dans la nuit du 17 au 18 novembre 1971, de concert avec les FAPLKN, ils attaquèrent les fantoches et libèrent leur île.

Dès qu'une zone est libérée, les habitants prennent en mains la défense de leurs villages et de leurs récoltes contre les agressions des fantoches. Dans la province de Kompong Cham, les paysans ont repoussé les opérations de pillage du riz, montées par les troupes fantoches et enfermées dans Chbar Non. Nombre de ces maraudeurs ont été tués par les forces régionales, d'autres sont tombés dans les fosses à puits, ou ont sauté sur les mines que les habitants avaient installées sur les diguettes.

Même les enfants participent à cette lutte. A Kratié, les enfants ont repéré un commando ennemi parachuté sur leur région ; en le localisant exactement, ces enfants permirent la destruction du commando avant qu'il ne commence ses attaques.

tout pour le peuple

Le Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge (GRUNC) qui réside dans sa totalité dans la zone

libérée, y prend les mesures pour améliorer systématiquement la production tant agricole qu'artisanale, en vue d'accroître le bien-être des larges masses. Cet accroissement repose sur la liquidation de l'oppression séculaire subie par les larges masses, et l'entraide qu'elle permet de susciter. Libérées des propriétaires fonciers et des fonctionnaires despotiques, les masses populaires peuvent faire jouer à plein leur esprit créateur et s'approprier les progrès techniques encouragés par l'Etat populaire. Face aux fantoches qui comptent uniquement sur le soutien de Nixon, le peuple cambodgien, en comptant sur ses propres forces, démontre que «le peuple, le peuple seul, est le créateur de l'histoire universelle».

mobiliser les masses

Les terres des propriétaires absents et des traîtres ont été distribuées, en outre, les défrichages ont été encouragés. La surface cultivée a doublé ou triplé depuis la libération. La mise en valeur des terres abandonnées par leurs propriétaires, le défrichement des terres vierges, sont

étroitement liés au développement de l'irrigation : des centaines de kilomètres de canaux d'irrigation ont été creusés, alimentés grâce à des milliers d'ouvrages hydrauliques. Les rendements ont pu de la sorte être multipliés par deux, trois ou quatre.

De vieux paysans disent : «Voyez nos mains de travailleurs ont inversé le cours de l'eau en obligeant le liquide à monter vers les rizières hautes».

Ils y sont parvenus en utilisant les roues à godet fabriquées dans les ateliers artisanaux. Ces ateliers produisent à bas prix les outils nécessaires aux progrès de la riziculture et des autres cultures ainsi que tous les ustensiles ménagers. Les matières premières sont fournies par... les USA : ce sont les carcasses de tanks, d'avions, de pièces d'artillerie, détruits par les forces armées populaires, ou les rails enlevés pour couper les voies de communication des fantoches. Comme le dit un vieux Stieng (minorité nationale de l'Est du pays) : «je suis très satisfait de vivre à l'époque de la Révolution ; grâce à elle, je tiens la tête haute, j'ai des terres et je sais, en plus, cultiver en rizière». (les nationalités comme les Stiengs qui avaient été maintenues par les réactionnaires au niveau de la culture sur brûlis participent aujourd'hui à l'extension de la riziculture qu'elles ont appris à dominer).

compter sur ses propres forces

Subvenir à tous les besoins en utilisant des produits locaux, telle est la ligne économique fondamentale impulsée par le Gouvernement Royal d'Union Nationale (GRUNC) et que réalisent les masses dans la zone libérée. Le palmier à sucre, appelé thnot, est un arbre typique du Cambodge. Autrefois, le thnot était délaissé, les producteurs de thnot méprisés. Le sucre était pour l'essentiel importé. Aujourd'hui, les habitants organisent systématiquement la mise en valeur du

thnot. Le sucre de thnot, autrefois obtenu à l'aide d'instruments rudimentaires, est aujourd'hui extrait par des moyens mécaniques artisanaux. Grâce à ces mesures, la province de Preah Vihear, qui manquait de sucre avant la libération, se suffit à elle-même ; elle peut même fournir du sucre aux provinces qui en manquent.

contribuer à la victoire

La zone libérée qui se suffit à elle-même pour les produits de base, parvient en outre à approvisionner le front, dont elle constitue l'arrière solide.

Ainsi, 120 combattants du Front de l'Est ont dans leurs ballots des pains de savon produits dans la coopérative mixte de Sprey Santhor (province de Kompong Cham) à partir des matières premières à 100% cambodgiennes, tandis que la coopérative de Koh Tom (Kandal) les approvisionne en poudre de poisson.

C'est pourquoi les impérialistes ont tout fait pour détruire la zone libérée. Mais réciproquement, parce qu'elle est le fondement du Cambodge indépendant et démocratique, les masses populaires, en coordination avec les FAPLKN la défendent fermement. Elle attire aujourd'hui, par dizaines de milliers, les cambodgiens qui quittent les zones tenues par Lon Nol pour la rejoindre. L'un d'eux, un jeune homme qui a rallié la zone libérée au début de l'année écrit à sa mère : «les traîtres de Phnom Penh ne s'occupent de rien, sauf de nous massacrer, les gens pauvres et les autres habitants et ramasser le plus possible de dollars pour préparer leur fuite à l'étranger. C'est pourquoi je ne vois qu'une issue : passer dans la zone libérée. Dans la zone libérée, il y a la sécurité, les logements, les terres, les buffles et les bœufs, les rizières et les champs. En un mot, il y a tous les moyens d'une vie aisée et heureuse».

Grégoire Carrat.

LE PORTUGAL APRES LA CHUTE DE CAETANO

(reportage de notre envoyé spécial Tobias Engel)



Les peuples des colonies ont contribué de façon décisive à abattre le fascisme portugais!

Le mouvement des forces armées qui a mis fin au régime fasciste de Caetano est avant tout le fait de la lutte victorieuse des peuples des colonies (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau) qui ont gravement mis à mal les forces militaires et économiques de la bourgeoisie portugaise et provoqué en son sein des contradictions insurmontables. Au Portugal même, les grèves de plus en plus dures menées par le prolétariat, notamment aux chantiers navals de Lislav, dans les pêcheries, le bâtiment, ont

contribué à obliger la bourgeoisie portugaise à changer de tactique, sous la pression des soldats opposés à la guerre et à la misère du peuple portugais.

une vague de fond populaire

Ici, au Portugal, à la faveur du coup d'Etat, c'est une énorme vague de fond populaire qui se lève.

Spontanément, les masses des bidonvilles ont envahi des

immeubles vides depuis 2 ans, coffrés par la fondation Salazar et qui jamais n'avaient été mis à leur disposition. Quelques 4000 personnes ont accompagné les familles, en repoussant la police.

Des ouvriers du chantier naval maritime de la Lislav ont déjà obtenu 1500 escudos d'augmentation (environ 300 francs). A Lisbonne et dans tout le Portugal, plusieurs directeurs d'entreprise ont été vidés de leurs postes par les travailleurs qui ont envahi leurs

bureaux, sous les acclamations de la foule. Ainsi, à Lisbonne, le directeur des PTT qui ne parlait auparavant aux travailleurs que par la voix de son premier secrétaire, a-t-il vu, avec un grand effroi, les travailleurs envahir son bureau et a reçu les crachats vivement salivés de plusieurs centaines de travailleurs qui l'ont accompagné dans sa retraite précipitée vers la rue, malgré la protection des militaires envoyés par la Junte de Salut National. Partout se déroulent des manifestations pour l'amélioration des conditions de travail, la destitution des fascistes. Les travailleurs crient leur aspiration à une véritable démocratie.

détruire l'appareil fasciste

Les enquêtes que nous avons pu mener auprès des travailleurs les plus exploités montrent clairement que la conscience se développe que seule la liquidation de l'appareil d'Etat bourgeois et de sa police (ralliée seulement après l'encercllement de plusieurs commissariats) pourra véritablement changer leurs conditions de vie. Aux manifestations participent aujourd'hui de nombreux militants arrêtés et torturés. Ainsi, un antifasciste libéré est mis en congé de son travail afin de rechercher les éléments de la PIDE, et en fait arrêter 16. Actuellement, avec la population, ce sont 2000 policiers de la PIDE qui ont été arrêtés. Quant à l'armée, elle est traversée de vives contradictions. Plusieurs officiers et soldats interrogés ont confirmé que si la bourgeoisie portugaise tentait de reprendre les acquis de ce mouvement, alors ils lutteraient les armes à la main jusqu'à la victoire ou la mort. Beaucoup parlent de la volonté de la bourgeoisie d'utiliser les officiers, à court terme, comme force de répression «si les travailleurs vont trop loin». Mais ce ne serait pas sans danger, car beaucoup de ces soldats étaient ou de jeunes paysans, ou de jeunes ouvriers.

une solution réformiste?

En faisant revenir Soares, secrétaire général du P.S.P. et Alvaro Cunhal, secrétaire du P.C.P., la Junte de Salut National, commandée par Spinoza, espère bien étouffer les luttes des masses qui aujourd'hui prennent une grande ampleur. La bourgeoisie portugaise n'étant prête à accorder que ce qu'elle a déjà prévu dans la transformation de son économie, en prévision de son entrée dans le marché commun, Cunhal parle déjà de l'union de tous les

Portugais pour redresser l'économie nationale et de l'entrée du P.C.P. au gouvernement provisoire (il est question de lui comme ministre du travail). Quant à Soares, il prendrait la place de ministre des affaires étrangères, même premier ministre. Ce dernier est en train de discuter avec tous les chefs de la social-démocratie européenne, afin de rassurer les bourgeoisies occidentales sur les placements qu'ils ont pu faire au Portugal ou dans les colonies. Si les révisionnistes et les réformistes parlent d'indépendance pour les colonies, ils le font pour mieux tromper les masses qui aspirent sincèrement à la fin immédiate de cette sale guerre, de cette guerre injuste.

la guerre coloniale

Cependant, la troupe continue à être envoyée dans les colonies. De vives protestations dans le contingent se font jour. Plusieurs dizaines de soldats ont refusé de partir. Le chef de la Junte, Spinoza sera sans doute président de la république. Il parle toujours «d'autodétermination» (par opposition à l'indépendance). Quant au général Gomês, second chef de la Junte, il est parti en Angola pour assurer les colons du soutien militaire de la Junte et de la continuation de la guerre «tant que les guerilleros n'auront pas déposé les armes pour former un parti politique légal, de manière à participer d'ici un an à des élections libres». Ce programme est rejeté par tout le mouvement de libération : PAIGC, FRELIMO... Au Mozambique, la bourgeoisie a organisé des manifestations en faveur du Portugal et de l'autodétermination avec une organisation fantôme, le GUMO. Mais c'est aux cris de «Frelimo! Frelimo! Um provo unido jamai sera vincido» qu'une contre-manifestation très importante (environ 10.000 personnes) a traversé la ville et les quartiers de banlieue jusqu'à la périphérie de Lourenço Marques. Déjà, 3000 travailleurs africains sont en grève dans le port de Beira.

Ici, au Portugal, de grandes luttes se développent.

Il est clair que, pour le moment, la guerre continue et que donc la lutte continuera au Portugal, pour que le peuple arrache la cessation des activités coloniales. Un ouvrier me dit que nombre de soldats pensent qu'ils ne peuvent gagner la guerre qui n'est pas la leur, mais celle des «porcos capitalistas da burguesia» qui les envoient dans les colonies. «Les peuples des colonies sont nos frères. Pendant un temps, on ne voyait pas clair; aujourd'hui nous les soutiendrons ici par notre lutte au Portugal».

Tobias ENGEL

LISBONNE: 1er mai de luttes populaires

(d'après un reportage de l'envoyé spécial au Portugal de «Servire il popolo» organe du P.C.M.L.I.)

Pour la première fois, depuis 50 ans de dictature fasciste, le peuple portugais est descendu dans les rues des grandes villes comme des petits villages, dans tout le Portugal, pour exprimer sa joie immense. Dans les 2 principales villes, à Porto et à Lisbonne, des centaines de milliers de travailleurs ont manifesté pour le 1er Mai.

Il est impossible de dire avec certitude combien ils étaient à Lisbonne. Des centaines de milliers de travailleurs ont commencé à affluer vers la Place Alameda Dom Alfonso Enriques, dès une heure de l'après-midi. A 3 heures, l'immense place était pleine de monde, et quand le cortège a commencé à avancer, il y avait environ 500.000 travailleurs sur la place. Il suffit de noter que, alors que la tête du cortège est partie à 3 heures, les derniers manifestants quittèrent la place longtemps après.

L'atmosphère est indescriptible: des scènes de joie, on embrasse des camarades qui viennent de passer des années en prison, on reprend à pleine voix chansons et mots d'ordre. Il est impossible de trouver une seule personne sans un œillet rouge... Il y a des fleurs rouges sur les autos, sur les autobus, au canon des fusils. Toutes les couches du peuple portugais participent à la manifestation: des ouvriers, jeunes et vieux, des employés du commerce et des transports, des femmes, des familles entières avec leurs enfants. Beaucoup sont venus de la banlieue de Lisbonne par petits groupes, avec leurs pancartes faites au dernier moment. C'est une grande manifestation d'unité populaire.

Plus d'une fois, on entend: «le peuple uni ne peut pas être vaincu». La Junte a été obligée d'accepter cette manifestation sous la pression des masses populaires. Mais les masses ne considèrent pas cette journée comme une concession, elles en font une démonstration de leur volonté de construire elles-mêmes le Portugal nouveau de demain. C'est pourquoi cette journée n'est pas une fête de «réconciliation nationale» comme le voudrait la

Junte, mais la première manifestation ouverte de la lutte des travailleurs portugais. «Travail, justice, liberté, salaire minimum, droit de grève», ces mots d'ordre sont lancés partout. Des grèves, qui ont déjà éclaté dans beaucoup d'usines, est venue la revendication d'une augmentation immédiate de 1000 escudos par mois (environ 200 F). Aujourd'hui, le 1er Mai, a éclaté la grève des ouvriers boulangers.

Mais, par dessus tout, dans cette manifestation, les travailleurs portugais expriment leur volonté d'obtenir une fin rapide de la guerre coloniale. Ils exigent le retrait immédiat de toutes les troupes et la fin de la guerre. Les mots d'ordre les plus répétés sont: «Indépendance pour les colonies», «Retour immédiat des soldats», «Plus un seul soldat ne doit partir», «Vive la lutte des peuples des colonies» et «peuple portugais, peuples des colonies, même combat».

Tout au long du parcours, les balcons sont pleins de travailleurs qui agitent les écharpes de couleur, qui reprennent les mots d'ordre et lancent des fleurs sur le cortège. A un moment s'élève d'un balcon une vieille chanson de lutte portugaise: la foule, reconnaissant l'air, la reprend.

L'unité qui se réalise entre le peuple et l'armée, à la manifestation de Lisbonne, est bien différente: c'est l'unité entre les travailleurs et les soldats. Des groupes de marins et de soldats qui participent à la manifestation, saluent le poing levé. Un appel de soldats révolutionnaires pour exiger la fin de la guerre, est diffusé. Sur la place Marquez de Plombal, un fort groupe de marins entre dans le cortège aux cris de: «plus un seul embarquement pour les colonies».

La manifestation continue tard dans la nuit. L'atmosphère est indescriptible dans la zone centrale de Lisbonne, la Baixa. Des cortèges se forment et se reforment; des voitures traversent la ville en klaxonnant. Et c'est seulement à trois heures du matin que les derniers manifestants se dispersent.

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal 1 an 60 F
3 mois 15 F

pli fermé 1 an 120 F

pour l'étranger: écrire au journal qui fournira le tarif.

**DEMANDE DE CONTACT
AVEC LE P.C.R. (ml)**

Nom

Prénom

Adresse

Profession

envoyer à F.R. BP 464 75066 Paris Cedex 02